

2. Exigences de microfinance de la part des petites entreprises forestières

PETITES ENTREPRISES FORESTIÈRES

Cette publication se concentre sur des entreprises dont les activités économiques forestières sont conduites principalement au niveau individuel ou du ménage, qui emploient normalement des membres de la famille, des parents proches ou des voisins, et dont la main-d'œuvre salariée est négligeable. Ces entreprises sont spécifiquement:

- de petite dimension et souvent axées sur le ménage;
- pour la plupart rurales et souvent à caractère saisonnier;
- à forte intensité de main-d'œuvre et utilisant des technologies élémentaires;
- demandeuses d'apports en capital limités;
- accessibles à des groupes socialement défavorisés ayant de faibles revenus;
- rentables pour l'économie locale;
- dépendantes des femmes dans une large mesure, lesquelles représentent souvent la majorité de la main-d'œuvre.

La diversité des activités varie d'un pays à l'autre. Dans la plupart des cas, la diversité est la résultante des différences de dotations ou disponibilités en matières premières forestières. Les produits peuvent être divisés en produits forestiers ligneux, bois de feu et produits forestiers non ligneux. Il existe des petites entreprises spécialisées en services forestiers, par exemple, celles qui déroulent des activités touristiques et de services environnementaux en forêt.

La plus importante source de main-d'œuvre pour une petite entreprise est la famille, qu'il s'agisse du propriétaire ou du dirigeant ou des membres de la famille. Les activités forestières se déroulent habituellement avec les autres activités de transformation, de service, ou agricoles, de sorte que ces entreprises figurent rarement sous forme séparée. Leur intégration resserrée avec l'agriculture se reflète dans leur mode d'opérer en fonction des saisons et dans leur dépendance vis-à-vis des revenus agricoles afin de générer le gros de la demande pour leurs produits.

La transformation et la commercialisation sont les outils grâce auxquels les matières premières sont converties en produits appropriés, répondant aux exigences du marché. La transformation confère aux biens des caractéristiques physiques tandis que la commercialisation leur apporte les services nécessaires, et autres particularités immatérielles, pour en faire des produits complets, à même de satisfaire les valeurs requises par le marché.

Les conditions suivantes devraient être réunies afin d'identifier les opportunités d'investissement dans les activités forestières à l'échelle de la petite entreprise:

- La demande potentielle et les débouchés pour un produit donné devraient être satisfaisants.
- La technologie devrait être disponible et permettre d'arriver à un coût de production moyen unitaire faible.
- La productivité de la main-d'œuvre devrait augmenter ou avoir un potentiel de croissance.
- Les capacités technologiques et de gestion devraient être bonnes.
- Les matières premières devraient être assurées pour l'avenir prévu.

Parmi les conditions mentionnées ci-dessus, la demande potentielle et les débouchés sont habituellement les plus importantes et les seules externes à l'entreprise. Une analyse du marché devrait comporter des questions fondamentales du type: À quels marchés correspondent ces produits et où se trouvent-ils? De quels moyens dispose-t-on pour transporter les marchandises vers les marchés? Quels sont les concurrents opérant sur les mêmes marchés? De quels atouts spécifiques dispose le producteur/cueilleur par rapport à ces concurrents? Ce n'est que lorsque les débouchés sont considérés comme satisfaisants, ou susceptibles de s'améliorer, qu'une appréciation plus poussée des autres critères sera utile. Toutes choses étant égales par ailleurs, la capacité d'obtenir de faibles coûts de production est probablement la deuxième caractéristique la plus importante pour être potentiellement viable.

De nombreuses petites entreprises opèrent sur le marché informel où la source de financement la plus diffuse se trouve sous forme d'épargne. La recherche de financement externe se fait normalement auprès de fournisseurs de crédit informels ou non institutionnels. D'ailleurs, à ce stade, ce sont les besoins en fonds de roulement qui sont les plus importants. À mesure que ces entreprises développent et élargissent leurs besoins financiers, l'importance relative de l'épargne diminue, et la proportion de crédit institutionnel par rapport au crédit non institutionnel croît, parallèlement à croissance de la proportion de capital fixe par rapport au capital circulant.

En ce qui concerne leurs possibilités de développement, les petites entreprises sont confrontées à une vaste étendue de problèmes potentiels, qui peuvent être résumés comme suit:

- déficit de financement, en particulier de capital circulant, aggravé par des difficultés d'accès aux financements disponibles et à son coût;
- pénuries de matières premières dues à la surexploitation ou à d'autres causes naturelles, et souvent aggravées par des gaspillages, des réglementations restrictives, une mauvaise distribution et un manque de fonds de roulement;
- marchés exigus et incertains dus aux faibles revenus ruraux, aux effets saisonniers, à un faible accès aux grands marchés et à une dure concurrence;
- non-disponibilité de technologies appropriées sous forme d'outils et de matériel adaptés;
- déficiences de gestion, lesquelles aggravent toutes les autres difficultés étant donné que les petites entreprises manquent souvent de la capacité d'analyser les situations et d'atténuer les impacts négatifs des problèmes;

- manque d'organisation des entreprises qui leur permettrait d'utiliser efficacement les services d'appui disponibles.

Les petites entreprises forestières citent fréquemment la finance comme obstacle principal au maintien de leur position concurrentielle et au développement de leurs activités, les pénuries de matières premières passant bien souvent au second plan. La finance, une réelle contrainte en tant que telle, peut aussi être révélatrice d'autres difficultés. Bien que l'objet de cette publication soit la microfinance, lorsque l'on considère le développement d'ensemble de ces entreprises, il convient de considérer que leurs problèmes interagissent. L'encadré 1 décrit les problèmes que doivent affronter les petites entreprises au Brésil pour accéder à la microfinance.

ASPECTS PRODUCTIFS

Les activités économiques forestières comprennent la plantation, la production et la transformation de produits arboricoles ainsi que la récolte et l'exploitation de produits forestiers non ligneux. L'écotourisme et les services environnementaux sont autant d'autres utilisations possibles des forêts, basées sur la gestion durable et la conservation des ressources naturelles. Les petites entreprises ont différents types de nécessités de microfinance, en fonction des produits et services forestiers qu'elles génèrent et de leurs aspects productifs respectifs.

Le développement du bois et de l'arboriculture comprend des activités liées aux pépinières, plantations et aux forêts sous plans d'aménagement. Les arbres sont des investissements à long terme dont les bénéfices s'accumulent au cours du temps. Les principaux défis qui se posent au financement de l'arboriculture concernent la nature de longue durée de l'investissement et le décalage de temps entre les dépenses initiales à la création de la plantation (période de gestation ou immaturité) et le moment de production à plein régime. Les produits forestiers comprennent des peuplements à gestation brève, tels que le palmier à huile, le caféier, le cacaotier et le théier, et des peuplements à gestation lente, tels que l'hévéa, le cocotier, les arbres fruitiers et les espèces ligneuses. Pour la plupart des peuplements, une part substantielle des coûts de développement totaux est cumulée au cours de la première année, en particulier si des travaux d'irrigation ou de clôture s'imposent, en plus de l'ensemencement, du défrichage et du nivellement. Les coûts pour les années suivantes, pour le désherbage, la fertilisation, la lutte phytosanitaire, la sylviculture et le repiquage partiel, tendent à être nettement inférieurs.

Le risque lié à l'investissement dans l'arboriculture augmente proportionnellement à la lenteur de la phase d'immaturité. Les principaux risques sont les suivants:

- **Risque de production.** Ravageurs, incendies, etc., peuvent provoquer une perte totale de l'investissement dans le pire des cas.
- **Risque de commercialisation.** Des paramètres économiques, tels que les prix des facteurs de production et des produits, le coût de la main-d'œuvre, l'évolution de l'offre et de la demande et l'impact des taux de change sur la rentabilité de l'arboriculture sont difficiles à prévoir.
- **Risque financier.** Du fait de leur nature à long terme et de leurs périodes de gestation, des ressources considérables sont immobilisées sur de longues durées.

ENCADRÉ 1

Les petites entreprises et l'accès à la microfinance au Brésil

Les politiques et instruments de crédit destinés spécifiquement à exercer un effet de levier sur des entreprises plus petites font défaut au Brésil. Au-delà du fait que les lignes de crédit sont rares et inadéquates, les producteurs ignorent leur existence et, en particulier, comment y accéder.

La plupart des financements aux petites entreprises proviennent du propriétaire ou des bénéficiaires réinvestis. Le principal obstacle à l'accès aux services de microfinance pour ces entreprises est constitué par le fait que les banques parviennent difficilement à évaluer les risques lors de l'octroi d'un prêt, étant mal équipées pour apprécier la valeur et le coût des opérations, la capacité financière des emprunteurs, la réputation des emprunteurs, la situation économique du secteur du bois aux contours éphémères, les cautions ou garanties offertes et le cadre juridique en cas de défaut de remboursement. La difficulté de fournir des cautions et garanties, et des taux d'intérêt élevés sont aussi considérés comme des obstacles majeurs.

Les options de financement récemment rendues disponibles aux petites entreprises grâce aux nouvelles lignes de crédit du Programa de Plantio Comercial de Florestas (PROPFLOR) et du Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (PRONAF), ont pour vocation de mieux intégrer les producteurs ruraux dans la production forestière. Elles pourraient être développées en termes de ressources et enrichies par une assistance technique et des mécanismes d'accès simplifiés. En outre, ces lignes pourraient être étendues à toutes les régions du pays et à toutes les activités forestières, notamment à la gestion et la commercialisation des produits forestiers non ligneux.

La participation des petites entreprises est essentielle à la formation ou la consolidation des "grappes forestières". L'intégration des activités forestières est une condition indispensable au développement socioéconomique des communautés au niveau régional, et à la pérennité des entreprises forestières et industrielles. La détermination du gouvernement de Lula à concentrer l'attention sur l'accessibilité de la microfinance aux entreprises du secteur informel, à travers la Banque de développement national, est un premier pas important. Toutefois, les prêts à vocation sociale au Brésil se sont concentrés, jusqu'à ce jour, principalement sur le microcrédit pour les pauvres en milieu urbain, ignorant complètement les groupes ruraux subordonnés aux forêts. Des efforts doivent donc être déployés pour soutenir les opportunités d'investissement offertes aux producteurs ruraux et à leurs entreprises.

Source: May, Goncalves da Vinha et Macqueen, 2003

Dans le développement de l'arboriculture, il est important de considérer les caractéristiques des produits récoltés. Des peuplements, tels que le palmier à huile, la canne à sucre et le théier, requièrent un traitement immédiat du fait de la détérioration rapide de la qualité après la coupe.

La plantation d'arbres à l'appui de systèmes de production agricole, des moyens d'existence des communautés, de l'atténuation de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, est de plus en plus utilisée. Les communautés et les petits exploitants qui investissent, y compris les fermiers individuels, font pousser des arbres pour leurs haies brise-vent, jardins potagers et parcelles boisées, et pour une gamme variée de systèmes agroforestiers, à même de fournir des produits forestiers ligneux et non, du bois de feu, du fourrage et un abri.

Les produits forestiers non ligneux ont une origine biologique différente du bois, et peuvent être cueillis à l'état sauvage ou produits dans des plantations forestières, des plans agroforestiers, et des arbres hors forêt. Il s'agit, par exemple, d'aliments et additifs alimentaires (noix comestibles, champignons, fruits, herbes, épices et condiments, plantes aromatiques, gibier), de fibres (utilisées pour la construction, les meubles, les vêtements et les ustensiles), de résines, gommés, et produits végétaux et animaux utilisés à des fins médicinales, cosmétiques et culturelles. L'encadré 2 décrit l'utilisation de la noix de karité au Ghana, et les difficultés rencontrées lors du traitement du karité.

Les produits forestiers non ligneux sont extrêmement nombreux et polyvalents. Ils comprennent des matières premières à l'état brut et des produits de consommation, ainsi que des biens de consommation ou industriels ayant subi une ultérieure transformation. Beaucoup de produits étant saisonniers, leurs marchés sont plutôt modestes dans l'ensemble, ce qui implique que des producteurs individuels peuvent rarement compter sur un produit pour leur subsistance. En outre, la base de ressources naturelles est très variable, qu'il s'agisse de zones complètement sauvages ou de plantations.

De par leur origine naturelle, les produits forestiers non ligneux ne peuvent pas avoir des caractéristiques totalement uniformes, et leur approvisionnement ne peut pas non plus être régulier et complètement fiable. Les produits des forêts naturelles, «non domestiqués» et les produits des zones sauvages, en particulier, ont des caractéristiques moins uniformes que les produits des plantations. La tendance est donc de se tourner vers une production plus uniforme basée sur les plantations chaque fois que les marchés potentiels deviennent suffisamment larges et intéressants et que la production en plantation est envisageable.

Certains produits forestiers non ligneux sont disponibles pour la consommation immédiatement après la récolte, tandis que d'autres nécessitent un traitement pour être utiles et acceptables pour les consommateurs, comme il a été exposé précédemment. Certains produits doivent traverser plusieurs étapes lors de leur transformation avant de devenir des produits de consommation finaux (par exemple, après avoir été extraites du bois, les huiles essentielles sont d'abord transformées en fragrances puis en parfums).

Dans certains cas, les problèmes liés à la variation des produits et à leur qualité peuvent être maîtrisés par l'introduction de normes sur les produits et de qualité, avec leur classement relatif. Un autre moyen d'affronter ces problèmes est d'assurer un conditionnement et un stockage convenables. De nombreux produits de consommation, tels que les denrées alimentaires, les médicaments, les produits

ENCADRÉ 2

L'utilisation de la noix de karité au Ghana

Les peuplements de karité presque purs sont fréquents dans les "parcs agroforestiers" typiques du Ghana septentrional, aux côtés de cultures telles que les ignames, le millet, le sorgho, le maïs, le manioc et les légumineuses. Une rotation des cultures particulière débute la première année par le défrichage des forêts claires et des terres en jachère, en préservant des arbres individuels appartenant à certaines espèces sur l'exploitation après le brûlage contrôlé de la végétation coupée à la base des arbres indésirables. Dans ce système d'exploitation agricole cyclique, l'aménagement des karités (protection, élagage et déboisement, etc.) se produit surtout lorsque les terres en jachère (rarement des terres forestières vierges) sont défrichées.

Ce sont d'habitude les femmes qui sont chargées de la récolte sur les terres familiales, de préférence sur des terres qui ont déjà été défrichées en vue de la plantation. Pour les femmes qui n'ont pas de famille, et dont les rendements sont faibles à la longue, la récolte peut aussi avoir lieu sur des terres en jachère ou non aménagées. En général, les fruits frais sont ramassés tôt dans la matinée, privés de leur pulpe et rapportés au foyer dans des moules après que les travaux domestiques aient été achevés. Les fruits frais sont empilés jusqu'à ce que la quantité soit suffisante pour faire bouillir les noix.

En dépit d'une forte densité d'arbres sur les exploitations, le rendement total d'amandes séchées par hectare est faible, ne permettant pas aux exploitations individuelles de subsistance de produire des quantités adaptées à une activité commerciale d'envergure raisonnable. Il est donc peu probable que les femmes désireuses de traiter des quantités supérieures, destinées à la vente sur les marchés locaux pour la consommation nationale, ou à la transformation en beurre pour l'exportation, aient constitué de larges réserves d'amandes de karité grâce aux récoltes du village, sans compter qu'elles doivent souvent lutter sur le marché hors banque pour les achats.

Le besoin d'acheter des matières premières représente le défi principal auquel sont confrontées les coopératives de traitement du beurre de karité, même les plus organisées, c'est-à-dire le besoin de "préfinancement". Dans le cas des ventes sur les marchés, un groupe d'une trentaine de femmes environ réussira normalement à acheter localement quelques sacs d'amandes, à les transformer en beurre et à les acheminer par transport public vers des centres plus importants pour les vendre avec de maigres profits. Les seuls groupes qui ont été capables de produire avec succès des quantités réalistes de beurre de karité, de fabrication traditionnelle de qualité acceptable, sont ceux qui ont été aidés par des organismes externes et ont la chance de recevoir des commandes par avance et une aide au préfinancement.

Source: FAO, 2004

sanitaires et les produits de beauté, sont soumis à des restrictions et réglementations car ils peuvent avoir des effets sur la santé humaine.

Les producteurs de produits forestiers non ligneux comprennent les cueilleurs des produits provenant des forêts. Ils comptent également les intermédiaires de premier rang qui achètent les matières premières de base aux cueilleurs et les transforment en produits primaires. Les producteurs sont aussi ceux qui convertissent les produits primaires semi-transformés en produits semis-finis, à valeur ajoutée, ou en produits de consommation finaux, au cours des étapes successives de la transformation et de la commercialisation.

En général, la base de ressources naturelles n'appartient pas aux cueilleurs, ces derniers ne détenant que des droits d'utilisation formels ou informels. Ils sont particulièrement exposés au risque d'être privés de l'accès à la terre. Ainsi, la gestion des ressources n'incombe pas aux cueilleurs, même si leur intérêt est qu'elle soit durable à long terme.

Les forêts offrent une vaste gamme de services environnementaux, parmi lesquels la protection des bassins versants, les habitats de la faune et de la flore sauvages, les valeurs récréatives et le stockage du carbone. Jusqu'ici, le secteur privé n'a pas fait preuve d'intérêt particulier dans la conservation, mais un changement est en cours depuis que les propriétaires forestiers commencent à percevoir des revenus d'activités telles que le tourisme, la bioprospection et le stockage du carbone. En particulier, le potentiel de l'écotourisme et de la récréation, comme utilisations forestières alternatives, attire de plus en plus les investissements privés. Certains pays ont en projet des lois visant à encourager de tels investissements. L'approche affirmée du Costa Rica, qui consiste à promouvoir la participation du secteur privé à la prestation de services environnementaux, mérite une attention particulière (encadré 3).

Les petites entreprises engagées dans des activités d'écotourisme utiliseront la forêt comme une source d'attraction du point de vue environnemental et culturel, et seront donc sensibles à la conservation de son capital naturel et culturel. De même, les services environnementaux relatifs aux avantages de la conservation des forêts auront pour conséquence d'empêcher l'épuisement des ressources naturelles forestières, et permettront uniquement une exploitation limitée et durable de la forêt et de sa biodiversité.

Par ailleurs, certaines activités de transformation utilisent la forêt comme une base de ressources naturelles; c'est le cas, par exemple, du sciage/sciage de long, de la charpenterie/menuiserie, du découpage de bois en parcelles et de la fabrication primaire. En général, leur principal obstacle est l'accès aux matières premières. Ces entreprises ne seront pas traitées séparément dans cette publication, même si, dans la plupart des cas, on peut supposer que leurs besoins financiers sont similaires à ceux d'autres entreprises rurales.

Parmi les autres produits forestiers traditionnels, figurent les combustibles ligneux. Pour des entreprises plus petites compétentes dans ce domaine, l'accès au financement n'a pas été identifié comme un problème majeur dans l'exercice de leurs activités, même si les entrepreneurs nécessiteront encore de services de microfinance pour les besoins du ménage. L'exemple de la production de charbon de bois en Asie est considéré à l'encadré 4.

ENCADRÉ 3

La prestation de services environnementaux par le secteur privé au Costa Rica

Le rôle de pionnier du Costa Rica, consistant à capturer les valeurs associées aux services environnementaux de ses forêts, suscite l'admiration des responsables politiques et des intellectuels partout dans le monde. Les premières tentatives se sont concentrées sur le développement du pays, en tant que destination écotouristique, sur la promotion de l'investissement privé dans l'infrastructure liée au tourisme forestier, et sur le paiement par les touristes d'un droit d'accès aux forêts.

Il a également développé une infrastructure pour la vente des droits d'explorer les réserves génétiques de ses forêts, pour la vente des services liés à la fixation du carbone et, au niveau national, pour la vente des droits concernant la protection des bassins versants. Bien que le gouvernement ait joué un rôle critique en établissant un cadre pour capter les financements, et qu'il ait été le principal fournisseur de forêts quand il s'est agi de bioprospection et de fixation du carbone, l'engagement du secteur privé n'a cessé de croître. Actuellement, le Réseau national de réserves naturelles privées s'étend sur 250 000 hectares, ce qui équivaut à la moitié de la superficie de forêts naturelles de propriété privée.

Des incitations fiscales et financières ont figuré à l'ordre du jour du programme forestier costa-ricain depuis 1979. Au début, le reboisement a été encouragé par des déductions fiscales, du crédit concessionnel, des obligations rachetables, des fonds municipaux forestiers, et un fonds de développement forestier. En 1990, la structure des incitations a été modifiée pour mettre davantage l'accent sur un bon aménagement forestier et sur la protection des forêts pour leurs services environnementaux.

Pour les producteurs à petite et moyenne échelle, les instruments budgétaires les plus significatifs ont été le certificat de prêt forestier (CAFA) et le Fonds de développement forestier (FDF). Le CAFA a été introduit en 1987 comme obligation rachetable d'une valeur de 520 \$E.U. par hectare pour les petits exploitants dont les plantations n'excèdent pas 25 hectares. Le FDF créé en 1988, incitait les organisations de développement communautaire au reboisement. Seuls des projets de plus de 100 hectares, et concernant plus de 20 agriculteurs, ont été pris en considération, et le don a couvert 70 pour cent environ du coût du reboisement. À eux deux, le CAFA et le FDF ont encouragé le reboisement de 45 000 hectares. En dépit d'un succès apparent, ces plans présentent l'inconvénient d'être économiquement inefficaces. Pas moins de 50 pour cent de la superficie reboisée n'a pas atteint les taux de croissance ou les niveaux de densité requis pour être économiquement viables.

Alors que le gouvernement continue de recevoir des paiements au titre de la fixation du carbone, et que de son côté il finance des propriétaires fonciers privés au titre du plan de rémunération des services environnementaux, il se pourrait qu'à l'avenir les fonds soient directement transférés aux propriétaires fonciers privés.

Outre la vente de services environnementaux à des acheteurs étrangers, la Fondation pour la conservation de la cordillère volcanique centrale (FUNDECOR) a été créée pour gérer les paiements acquittés par des compagnies hydroélectriques à des propriétaires forestiers locaux de la cordillère volcanique centrale, chargés d'assurer la protection des bassins versants forestiers. Deux projets, Don Pedro Hydroelectric S.A. et Rio Volcan S.A., tous les deux émanant de Global Energy Company, ont versé à FUNDECOR 10 \$E.U. par hectare pour la prestation de services environnementaux. Ce paiement a été transféré à des propriétaires forestiers locaux, pour assurer la protection des forêts dans les zones adjacentes de captage de l'eau pour l'énergie hydroélectrique.

Source: Landell-Mills et Ford, 1999

ENCADRÉ 4

La production de charbon de bois en Asie

Le coût économique de la production de charbon de bois est susceptible de varier sensiblement en fonction du système de production. Dans un système traditionnel, le producteur ramasse le bois gratuitement, il procure la main-d'œuvre pour creuser la mine et convertir le bois en charbon de bois, et il transporte les produits finaux sur les marchés pour les vendre. Ce type d'opération n'exige aucun investissement en espèces. Dans ce cas, le coût de production est pratiquement nul (à l'exception des outils achetés pour l'utilisation courante du ménage qui peuvent aussi servir à couper le bois et à creuser la mine), à condition de ne pas devoir payer une commission symbolique au Ministère des forêts, au titre de redevance d'État sur le bois, et à condition d'obtenir le permis de fabriquer du charbon de bois dans la forêt. Ce coût, ce qui est rarement le cas, représenterait alors le seul investissement en espèces nécessaire à la fabrication de charbon de bois. Dans un tel système, le travail du producteur de charbon de bois consiste simplement à convertir du temps libre en un produit commercialisable, à défaut d'autres opportunités rémunératrices.

Tant que le prix du charbon de bois sur les marchés sera suffisamment élevé pour encourager ce type de production, les pauvres y verront une intéressante opportunité d'activité rémunératrice. Le producteur doit apprécier s'il/elle est en mesure de recouvrer le coût des facteurs nécessaires au processus de fabrication, grâce aux recettes de la vente du charbon de bois sur le marché. Cela se traduit par un investissement plus risqué, et le risque augmente à mesure que l'échelle des opérations s'élargit. Ce type de producteur va essayer de maximiser le rendement de son investissement en ayant recours à des innovations technologiques et de gestion. Là où ce type d'opération existe, la possibilité d'un développement plus ample en sera d'autant plus élevée et souhaitable.

Source: Bhattarai, 1998

ASPECTS ÉCONOMIQUES

Avec le développement de la foresterie participative, la contribution des forêts et des arbres aux moyens d'existence ruraux s'est acquise une reconnaissance. Pour de nombreux pauvres vivant dans les zones boisées, les marchés des produits et services forestiers offrent une des possibilités les plus prometteuses de réduire les niveaux de la pauvreté. Les petites entreprises représentent une opportunité d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural et procurent en même temps des incitations pour mieux gérer et protéger les ressources naturelles.

Les besoins financiers peuvent être divisés entre capital fixe et capital circulant. On entend par capital fixe les investissements en actifs tels que les terrains, bâtiments et équipements, dont la durée d'utilisation économique s'étend du moyen au long terme. Par contre, on entend par capital circulant principalement les liquidités, les inventaires de matières premières, les travaux en cours, les produits finis, et les comptes débiteurs. Cette définition contient implicitement la notion selon laquelle les fonds de roulement sont «auto-amortissables» sur le court terme, une période correspondant approximativement au cycle de production de l'entreprise, tandis que les fonds investis en capital fixe seront recouverts uniquement par des excédents de trésorerie sur le moyen et long terme.

Même si les différences entre pays, régions et secteurs sont significatives, les petites entreprises tendent en général à avoir des besoins de financement moindres en capital fixe qu'en capital circulant, du fait de leur forte intensité de main-d'œuvre (ou, inversement, de leur faible intensité de capital). Les petites entreprises nécessitent souvent des périodes de production et de commercialisation assez longues, ce qui entraîne une demande relative de capital circulant élevée.

La capacité d'autofinancement d'une petite entreprise est déterminée par sa longévité économique, la durée de sa période de gestation, les dépenses encourues au cours de la période d'immaturation, et l'impact des effets saisonniers. D'importants besoins en capital initial (plantation forestière, outillage) peuvent nécessiter de plus longues périodes de remboursement par rapport aux flux annuels de trésorerie que dégage l'investissement. L'investissement en matériel polyvalent, plutôt qu'à utilisation unique, a des chances de produire un flux de trésorerie plus régulier. Le matériel spécialisé, comme les abatteuses-tronçonneuses par exemple, requiert une forte intensité de capital et donc des opérations de plus grande envergure.

Les communautés forestières et les petites entreprises sont surtout situées dans les zones rurales. Or, un des problèmes particuliers qui touche les zones rurales est celui du caractère saisonnier des sources de revenus. D'autres problèmes peuvent dériver du fait de l'éloignement et de l'isolation, d'infrastructures de communication insuffisantes, de mauvais débouchés sur les marchés et d'une instabilité politique et macroéconomique. La vie en milieu rural signifie souvent un accès limité aux institutions qui fournissent des services de microfinance.

La demande de microfinance de la part de plus petites entreprises découlera des investissements nécessaires à leurs activités productives ainsi que de leurs possibilités de développement, et sera fonction de l'accessibilité et du coût des services de microfinance, notamment les taux d'intérêts et les coûts de transaction,

qui détermineront la viabilité des investissements. Les petites entreprises spécialisées dans l'arboriculture et les produits forestiers ligneux auront en général des besoins d'investissement en capital fixe au cours des premières années, et ensuite des besoins en capital circulant, sur une durée supérieure à celle réclamée par d'autres activités rurales et avec des rendements économiques visibles plusieurs années après le début des activités. Dans le cas des produits forestiers non ligneux, la demande de capital fixe est normalement limitée au matériel de transformation, le cas échéant, et les besoins en capital circulant tendent à être moindres et avec des rendements plus brefs. Pour les plus petites entreprises spécialisées en écotourisme, les besoins en capital et financiers seront le plus souvent liés à des activités qui n'ont pas un rapport direct avec la foresterie, telles que la construction d'agréments, des fonds de roulement pour gérer les installations, des dépenses pour les services collectifs, la formation et le renforcement des capacités.

Du point de vue de la microfinance, les petites entreprises et les ménages forestiers qui combinent des activités liées à des produits forestiers ligneux et non, auront l'avantage de pouvoir atténuer les risques liés aux investissements et aux besoins financiers. L'existence de sources de revenu autres que la forêt est aussi un élément positif, dès lors que les habitants des zones rurales peuvent, en combinant différentes activités, réduire davantage et diversifier les risques et leur vulnérabilité. Dans ces cas, les prêts octroyés pour des activités forestières peuvent être financés par d'autres sources de revenu. Un autre aspect positif de la coexistence de plusieurs activités économiques au sein d'un ménage est le fait que certaines activités rentables à court terme, telles que celles liées aux produits forestiers non ligneux, peuvent dégager les flux de trésorerie nécessaires pour soutenir durablement des activités rentables à plus long terme, liées au développement de l'arboriculture, et financer ainsi les investissements requis. Lorsque cela est possible, les activités liées à l'écotourisme peuvent procurer des sources de revenu liquide, contribuant à diversifier les risques et stabiliser le revenu du ménage, et donc à rembourser les investissements à plus long terme.

Inversement, dépendre d'activités différentes et nombreuses pourrait produire un effet négatif sur l'activité forestière et augmenter les risques, étant donné que les petites entreprises sont exposées aux risques de nombreux marchés, y compris des marchés non forestiers. Lorsqu'une source de revenu est épuisée, cela peut avoir des répercussions négatives sur les autres, dès lors que des ressources, déjà bien limitées, sont utilisées pour compenser la perte. Par exemple, un prêt obtenu pour une vache qui périt brusquement doit être remboursé sur le revenu provenant d'autres sources, comme celles de la forêt. Par conséquent, la diversification en de nombreuses activités n'équivaut à aucune véritable spécialisation en raison du manque de temps et de ressources.

ASPECTS SOCIAUX

De nombreux habitants des zones rurales n'osent pas s'adresser aux banques et autres institutions financières qu'ils perçoivent comme de puissantes institutions. Dans les communautés qui ne sont familiarisées avec les services financiers, les personnes peuvent craindre de s'engager dans de telles activités. L'accessibilité des services de

microfinance est donc fonction, non seulement de leur distance physique et des coûts relatifs aux prestations, mais aussi de considérations et barrières sociales, telles que l'analphabétisme, l'absence d'autonomisation des femmes, et des facteurs culturels et religieux.

Les femmes et les hommes plus pauvres ont des besoins en services financiers différents, et un accès différent aux infrastructures qui appuient la création de leur revenu, ou aux plans de développement des entreprises. Les femmes pauvres sont souvent moins susceptibles de contracter des prêts que les hommes, du fait de la structure du système de crédit officiel qui tend à être très hiérarchisée, et elles pourraient même percevoir le système comme moins accessible pour elles que pour d'autres emprunteurs potentiels. Les femmes dont les revenus sont faibles tendent à être moins instruites et moins familiarisées avec les procédures officielles et formelles. Même si l'analphabétisme général, d'ordinaire plus élevé dans les zones rurales, limite autant les femmes que les hommes dans leur capacité de remplir des formulaires de demande de services financiers, les niveaux d'analphabétisme sont plus élevés parmi les femmes que parmi les hommes dans la plupart des pays du monde.

Dans de nombreux pays, ce sont les hommes qui en général possèdent les terres et autres types de capital fixe, et les femmes tendent donc à manquer des garanties requises par les établissements formels de crédit. Très souvent, les procédures en vigueur dans les établissements formels de crédit requièrent la signature d'un homme chef de ménage, ce qui complique la tâche des ménages dirigés par une femme, désireux de faire une demande de crédit. Dans l'ensemble, les femmes tendent à ignorer leur droit de solliciter des services financiers, même dans les pays industrialisés et dans les pays en transition.

En dépit de ces difficultés, l'accès aux services financiers peut permettre aux femmes d'exercer un effet de levier sur leurs compétences et, par là même, développer leurs entreprises. En enrichissant leurs compétences, en obtenant un accès à la technologie, aux matières premières, à l'information sur les marchés et aux liaisons commerciales, les femmes peuvent développer leur rôle dans l'économie. Améliorer la position économique des femmes contribue à renforcer leur confiance, et par là leurs rôles social et politique. Il est important de souligner que, ni les femmes, ni les hommes, et ni les pauvres, ne constituent un groupe homogène et qu'ils ne devraient donc pas être considérés comme tels, lorsque leurs contraintes sociales sont en cause.

Les petites entreprises ont des caractéristiques spéciales en ce qu'elles sont habituellement dirigées par des ruraux pauvres, et souvent gérées en parallèle à d'autres activités agricoles. Toutes les activités sont en forte concurrence pour des ressources limitées. Étant donné que l'entreprise et le ménage ne peuvent être séparés, leurs activités dépendent les unes des autres. Même si un financement est octroyé par une source de crédit avec une finalité précise, la production de produits forestiers par exemple, dans la pratique, il n'est pas possible d'imposer que la somme prêtée soit destinée exclusivement à cette fin spécifique. Des problèmes peuvent découler d'une fongibilité budgétaire élevée, considérant que les micro-entrepreneurs cherchent à satisfaire les demandes contradictoires de leur entreprise, du ménage et des autres activités.

Les petites entreprises bénéficient directement aux économies locales, uniquement lorsque les produits peuvent être commercialisés avec succès et lorsque la commercialisation est gérée par les producteurs, pour garantir que les avantages parviennent à la communauté locale. Les groupes à faible revenu et socialement défavorisés manquent souvent des connaissances de base et des ressources nécessaires pour une commercialisation efficace.

D'un pays particulier à l'autre, d'autres facteurs sociaux peuvent avoir une incidence significative sur la prestation de services de microfinance, par exemple des considérations de santé dans le cas de l'Afrique du Sud (encadré 5).

ENCADRÉ 5

Les contraintes sociales à l'accès aux services de microfinance: petites entreprises en Afrique du Sud

Des institutions financières proposent un éventail de services financiers au secteur forestier. Cependant, en Afrique du Sud, le manque de possibilités de financement pour les petites entreprises forestières a été identifié comme un des obstacles majeurs à leur développement.

Nombre d'entre elles restent fortement dépendantes de crédit, ou de capitaux auxquels elles ont accès, tels que des prêts privés du secteur informel, pour leurs capacités propres. De nombreux entrepreneurs émergents sont sous-qualifiés et manquent d'expérience commerciale, ce qui les empêche d'accéder aux capitaux. En outre, la plupart des ménages ruraux pauvres d'Afrique du Sud ne sont pas propriétaires de leurs terres, elles sont plutôt détenues par fidéicommissaires ou elles sont communales. Cela signifie que la terre elle-même ne peut pas être utilisée comme garantie pour certifier les prêts, et les entrepreneurs émergents désireux de créer des petites entreprises sont encore plus défavorisés.

Les institutions financières prétendent que la pandémie du SIDA représente un risque financier majeur qu'il faut prendre en compte dans le processus d'évaluation totale des risques des crédettes. Dans les petites entreprises, en particulier, dont le rôle du propriétaire/dirigeant est très important, l'impact du SIDA est destiné à être beaucoup plus grave que dans de plus grandes entreprises, dont la gestion et la main-d'œuvre sont plus flexibles. Malgré toutes les bonnes intentions d'améliorer le marché du financement à l'intention des petites entreprises, le SIDA peut fort bien avoir de graves effets négatifs dans les prochaines années, notamment en ce qui concerne la dépendance croissante des ménages touchés vis-à-vis de l'accès direct aux ressources naturelles pour leur survie.

Source: Lewis et al., 2004

